ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 8 juin 1976, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la gestion assistée" et le 15 juin 1976 d'un nouveau texte et d'une lettre par laquelle le Ministre demande, dans un délai ne dépassant pas trois jours, communication de l'avis, a donné le 17 juin 1976 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e jun 1976 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffe de het beheer met bijstand" en de 15e juni 1976 over een nieuwe teks en een brief waarbij de Minister mededeling van het advies vraagt binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft de 17e juni 1976 het volgend advies gegeven :

Le régime de la gestion assistée dont le projet envisage l'instauration a pour objet le redressement d'une entreprise "en difficultés" dont le rôle économique est suffisamment important pour que soient imposées, dans l'intérêt général ou régional, des mesures susceptibles d'assurer, dans un délai de trois ans au maximum, une poursuite normale de ses activités.

*

Dans le court délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'a pu se livrer à une étude exhaustive du projet. Notamment en ce qui concerne la terminologie, il a dû se borner aux observations essentielles.

*

DIVISION DU DISPOSITIF DU PROJET.

Plutôt que d'être divisé en titres, dont le premier ne comporte qu'un seul article, le texte devrait être divisé en chapitres, eux-mêmes subdivisés en sections.

Si cette suggestion est retenue, les références internes contenues dans le projet devront être revues.

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

§ 1er. La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 :

"Cette situation doit résulter à la fois :
1° de difficultés financières, ...
2° du risque d'arrêt ...".

§ 2. Le texte range parmi les "entreprises" les sociétés à forme commerciale comme les charbonnages qui se bornent à exploiter le sous-sol.

Ces sociétés sont de nature civile avec la conséquence qu'elles ne relèvent pas du tribunal de commerce et qu'elles ne peuvent être mises en faillite, alors que le projet soumet la procédure de gestion assistée au tribunal de commerce et que les articles 20 et 27 prévoient une éventuelle déclaration de mise en faillite.

Sous réserve de cette observation, le texte suivant est proposé pour les paragraphes 2 et 3 :

.../...

"§ 2. Pour l'application de la présente loi, sont considérées comme entreprises les personnes physiques ayant la qualité de commerçant et les sociétés commerciales ou à forme commerciale, qui occupent au moins cinquante travailleurs dans les liens d'un contrat de louage de services, suivant leur plus récente déclaration à l'Office national de sécurité sociale.

§ 3. La présente loi n'est pas applicable :

1° aux banques;

2° aux entreprises visées par la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne;

3° aux caisses d'épargne privées, visées par les dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967;

4° aux entreprises d'assurances visées par la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances".

Article 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

Le tribunal de commerce est saisi par requête

.../...

de l'entreprise ou par requête du Ministre ayant dans ses attributions les affaires économiques ou l'économie régionale selon les cas, du conseil d'entreprise ou, à son défaut, de la délégation syndicale au sein de l'entreprise.

Il peut également se saisir d'office".

Si cette proposition est retenue, il faudrait revoir les références qui sont faites à l'article 2 dans d'autres dispositions du projet (voy. notamment l'article 9).

Article 5.

I. Il est inutile de rappeler dans chaque article que c'est le tribunal de commerce qui est compétent. Il suffit d'écrire "le tribunal". Cette observation vaut pour de nombreuses autres dispositions du projet.

II. Le texte suivant est proposé pour le premier alinéa du § 1er :

"Saisi par une requête de l'entreprise, le tribunal, en chambre du conseil, entend les représentants de l'entreprise en leurs explications et le Procureur du Roi en son avis".

III. Au § 2, prise à la lettre, l'expression "un

.../...

de ses membres, juge au tribunal de commerce,"a pour effet d'écarter les juges consulaires (Code judiciaire, articles 84 et 85).

Par ailleurs, ce paragraphe devrait faire l'objet de deux alinéas distincts dont le second serait rédigé comme suit :

"Si le tribunal estime devoir clôturer la procédure ... (la suite comme au projet)".

IV. Lorsque le tribunal est saisi par une requête de l'entreprise en vertu du paragraphe 1er ou lorsqu'il se saisit d'office en vertu du paragraphe 3, le Procureur du Roi est entendu sur l'opportunité d'arrêter ou de continuer la procédure. Il en est de même dans le cas prévu au paragraphe 2 lorsque le tribunal est saisi par une requête n'émanant pas de l'entreprise et qu'il estime qu'il y a des éléments suffisants pour éventuellement continuer la procédure.

Par contre, le Procureur du Roi n'est pas appelé à donner son avis lorsque le tribunal, saisi par une requête n'émanant pas de l'entreprise, décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la procédure.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les motifs de cette différence de procédure.

.../...

Article 6.

L'alinéa premier de cet article est superflu; il énonce une évidence.

Au deuxième alinéa, il est proposé d'écrire :

"un juge au tribunal ainsi qu'un ou plusieurs experts choisis sur la liste visée à l'article 7 et ...".

Le rapprochement des alinéas 2 et 3 ne permet pas de déterminer si le rapport prévu au troisième alinéa doit être établi soit de l'accord unanime des experts, soit par la majorité d'entre eux, soit exprimer les opinions éventuellement divergentes de ceux-ci. La même observation vaut pour l'article 12 du projet.

Article 9.

I. Cet article pourrait être divisé en trois paragraphes :

- le premier comprenant l'alinéa 1er (lequel serait divisé en trois alinéas, chacune de ses phrases formant un alinéa)et l'alinéa 2;

- le second comprenant l'actuel alinéa 3;

- le troisième comprenant l'actuel alinéa 4.

.../...

II. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens de la dernière phrase de l'alinéa 1er en raison notamment du fait que les mesures de suspension du délai et des actes d'exécution sont relatives à la procédure comprise entre la décision déclarant la requête recevable et le jugement d'approbation du plan.

III. La dernière phrase du troisième alinéa devrait être rédigée comme suit :

"Sauf même autorisation, elle ne peut non plus rembourser les cautions qui paieraient des dettes nées antérieurement au jugement".

Article 11.

I. A cet article, il y a lieu de supprimer la référence aux paragraphes 1er et 3 et de viser uniquement l'article 5.

II. La référence faite à l'article 9 doit être mise en concordance avec la présentation proposée par le Conseil d'Etat pour ledit article 9.

.../...

III. Les mots "ou d'un moratoire de créances" doivent être supprimés; pareil moratoire ne se conçoit qu'après l'adoption du plan.

*

L'intitulé du chapitre II devrait être rédigé comme suit : "Elaboration du plan".

*

Article 12.

La première phrase du deuxième alinéa est superflue; elle énonce une évidence.

Article 14.

Dans un souci de précision et compte tenu notamment de l'article 35, alinéa 1er, le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit l'alinéa premier du paragraphe premier de cet article :

.../...

"Le plan de redressement détermine la période sur laquelle il s'étend et qui ne peut excéder trois ans à dater de la publication du jugement d'approbation de ce plan".

Au troisième alinéa, il convient de préciser si le cours des intérêts continue pendant l'exécution du plan.

§ 2. Au sujet du troisième alinéa, les délégués du Gouvernement ont signalé qu'il convient de remplacer l'expression "la moitié des créanciers" par "la majorité des créanciers".

In fine du même alinéa, l'expression "lui est favorable" devrait être remplacée par "l'accepte".

Le début du quatrième alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Si la réduction est rejetée, les créanciers qui ont voté dans ce sens désignent ...".

Article 15.

Il est proposé d'écrire :

"annoncent le dépôt du plan au greffe où tout requérant visé à l'article 2 ...".

.../...

Article 16.

Il est proposé de rédiger l'alinéa premier comme suit :

"Toute personne visée à l'article 15 peut déposer au greffe du tribunal des observations écrites relatives au plan".

*

L'intitulé du chapitre IV devrait être rédigé comme suit : "Pouvoirs particuliers du tribunal jusqu'à l'approbation du plan".

*

Article 18.

Avec l'accord des délégués du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour l'alinéa premier :

"Outre les pouvoirs qui lui sont attribués par les articles précédents, le tribunal statue, sans recours, après avis du Procureur du Roi, sur toute contestation soulevée à propos de la mission de l'expert".

*

.../...

L'intitulé du chapitre 1er devrait être rédigé comme suit : "Pouvoirs du tribunal quant au plan".

*

Article 19.

Avec l'accord des délégués du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article :

"... après cette date, l'entreprise et, selon le cas, les représentants des créanciers désignés conformément à l'article 14, § 2, sont entendus en chambre du conseil ou dûment appelés et le tribunal décide ...".

Article 20.

Au sujet de cet article, le Conseil d'Etat rappelle l'observation qu'il a faite à propos de l'article premier. Cette observation vaut également pour l'article 27.

Pour le second alinéa de cet article, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"... Si le tribunal rejette le plan ... il déclare ouverte la faillite ou accorde à l'entreprise un délai pour lui permettre de solliciter éventuellement un concordat".

.../...

Article 21.

La rédaction suivante est proposée pour la seconde phrase de cet article :

"Il désigne un commissaire à la gestion assistée, choisi dans la liste établie conformément à l'article 7, qui a pour mission de contribuer à l'exécution du plan".

Article 23.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Le commissaire à la gestion assistée contribue à l'exécution du plan; ...".

*

A l'intitulé du chapitre III et dans les articles 27 et 40, il y a lieu de remplacer les expressions "résolution" et "résiliation" par "abrogation".

*

..../....

Article 26.

La référence faite à l'article 19, §§ 1er et 3, est inexacte, cet article ne comptant pas de paragraphes.

Article 27.

La rédaction suivante est proposée pour le premier alinéa de cet article :

"A la demande des requérants énumérés à l'article 2, de tout créancier dont la créance est née antérieurement au jugement visé à l'article 5 ou d'office, le tribunal peut, en cas d'inexécution du plan par l'entreprise ou d'impossibilité de le mener à terme en raison de faits nouveaux, prononcer l'abrogation de ce plan sur rapport du juge délégué et du ou des commissaires, le Procureur du Roi entendu".

Au troisième alinéa, il y a lieu d'écrire : "les actes accomplis au cours ... ".

.../...

Article 28.

A cet article, il y a lieu de remplacer le mot "gérants" par le terme "dirigeants" lequel comprend non seulement les gérants des sociétés de personnes mais aussi les administrateurs des sociétés de capitaux ainsi que les personnes physiques qui dirigent leur propre entreprise.

Cette observation vaut également pour les autres dispositions du projet qui utilisent le terme "gérants".

Article 29.

Il est proposé de rédiger le premier alinéa en deux phrases ainsi rédigées :

"Lorsque les pouvoirs ... et des exigences du plan. Il est soumis ... (la suite comme au projet)".

On ne conçoit pas que le commissaire, qui est nommé par le tribunal, puisse être responsable à l'égard de l'assemblée.

.../...

Articles 30 à 34.

Le Gouvernement appréciera si, en vue de conserver son caractère complet au Code judiciaire, il n'y a pas lieu de faire rappel des articles 30 à 34 dans ce Code.

Par ailleurs, la rédaction de l'article 30 est ambiguë. Il y a lieu d'écrire, comme dans le texte néerlandais :

"... d'amender le plan ainsi que les jugements prononcés sur base des articles ...".

La rédaction suivante est proposée pour le premier alinéa de l'article 34 :

"Le recours en cassation est ouvert dans les dix jours de la signification de l'arrêt; il est introduit et l'affaire est jugée suivant les formes et dans les délais prévus en matière pénale".

Article 35.

Au premier alinéa, il y a lieu d'écrire "en présence des représentants de l'entreprise dûment convoqués...".

.../...

Article 38.

Avec l'accord des délégués du Gouvernement, il est proposé de rédiger comme suit le second alinéa :

"Elle est à charge de l'entreprise; elle bénéficie du privilège prévu à l'article 19, 1°, de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire".

Article 39.

Cet article dispose que :

"Le tribunal de commerce compétent en vertu de l'article 3 connaît des actions et contestations qui découlent directement de la mise sous gestion assistée, conformément à la présente loi et dont les éléments de solution résident dans le droit particulier qui concerne le régime de la gestion assistée".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée de cette disposition, à partir des mots "conformément à la présente loi".

Si, dans l'intention du Gouvernement, cette disposition a pour objet de prescrire au tribunal de commerce

.../...

d'appliquer les dispositions particulières de la future loi de préférence aux dispositions de droit commun qui pourraient être éventuellement applicables, la disposition est inutile.

Si l'intention du Gouvernement est différente, elle doit être exprimée d'une manière plus claire.

Au surplus, le mot "actions" devrait être supprimé.

Article 42.

Cette disposition modificative pourrait se trouver à la fin du projet et être rédigée comme suit :

"L'article 25 ..... 15° acceptant, refusant, modifiant ou abrogeant un plan de redressement dans une procédure de gestion assurée".

Article 43.

L'expression "reprendre les créances hypothécaires" n'est pas usuelle. Elle devrait être remplacée par une autre expression.

De même, l'expression "conditions posées" devrait être remplacée par "conditions prévues".

.../...

Article 44.

Au premier alinéa, il y a lieu de remplacer les mots "de mauvaise foi" par "frauduleusement".

De regeling inzake beheer met bijstand welke het ontwerp bedoelt in te voeren, beoogt het herstel van een "in moeilijkheden verkerende" onderneming waarvan de rol in het bedrijfsleven belangrijk genoeg is opdat, in het algemeen belang of in het belang van een streek, maatregelen worden genomen waardoor zij binnen een termijn van ten hoogste drie jaar haar werkzaamheden normaal kan voortzetten.

*

Binnen de korte termijn waarover de Raad van State heeft beschikt, heeft hij niet alle aspecten van het ontwerp kunnen uitdiepen. Meer bepaald wat de terminologie betreft, heeft hij zich tot de essentiële opmerkingen moeten beperken.

INDELING VAN HET EIGENLIJKE ONTWERP.

In plaats van te worden onderverdeeld in titels, waarvan de eerste slechts uit één artikel bestaat, zou het ontwerp moeten worden onderverdeeld in hoofdstukken, die zelf worden onderverdeeld in afdelingen.

Indien deze suggestie wordt aanvaard, behoren de interne verwijzingen in het ontwerp te worden herzien.

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

§ 1. Voor het tweede lid wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Deze toestand moet tegelijk volgen uit :

1° financiële moeilijkheden, ...
2° het gevaar dat de bedrijvigheid ...".

§ 2. De tekst rekent tot de "ondernemingen" de vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, zoals de steenkolenmijnen die zich beperken tot het ontginnen van de ondergrond.

Dit zijn vennootschappen van burgerlijke aard; zij vallen dus niet onder de rechtbank van koophandel en kunnen niet failliet worden verklaard, terwijl het ontwerp de procedure inzake beheer met bijstand aan de rechtbank van koophandel opdraagt en de artikelen 20 en 27 voorzien in een eventuele faillietverklaring.

Onder voorbehoud van deze opmerking, wordt voorgesteld de tekst van de paragrafen 2 en 3 als volgt te redigeren :

"§ 2. Voor de toepassing van deze wet worden geacht ondernemingen te zijn de natuurlijke personen die de

.../...

hoedanigheid van koopman hebben en de handelsvennootschappen of vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, die, volgens hun jongste opgaaf aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid, ten minste vijftig werknemers te werk stellen op grond van een arbeidsovereenkomst.

§ 3. Deze wet is niet van toepassing :

1° op de banken;

2° op de ondernemingen bedoeld in de wet van 10 juli 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;

3° op de private spaarkassen, bedoeld in de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967;

4° op de verzekeringsondernemingen bedoeld in de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen".

Artikel 2.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 2.-

De rechtbank van koophandel treedt op op verzoek van de onderneming of op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid, al naar het geval, de economische za-

.../...

ken of de streekeconomie behoren, van de ondernemingsraad of, zo er geen is, van de vakbondsafvaardiging in de onderneming.

Zij kan ook ambtshalve optreden".

Indien dit voorstel wordt aangenomen, zouden de verwijzingen naar artikel 2 in andere bepalingen van het ontwerp moeten worden herzien (zie onder meer artikel 9).

Artikel 5.

I. Het is onnodig in ieder artikel te herhalen dat het de rechtbank van koophandel is die bevoegd is. Het is voldoende in de Franse tekst te schrijven "le tribunal". (In de Nederlandse tekst staat trouwens ook "de rechtbank"). Deze opmerking geldt voor menige andere bepaling van het ontwerp.

II. Voor het eerste lid van § 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Wanneer de rechtbank optreedt op verzoek van de onderneming, hoort zij in raadkamer de verklaringen van de vertegenwoordigers van de onderneming en het advies van de Procureur des Konings".

III. In § 2 sluit de wending "een van haar leden, rechter in de rechtbank van koophandel", wanneer

.../...

men ze letterlijk opvat, de rechters in handelszaken uit (Gerechtelijk Wetboek, artikelen 84 en 85).

Deze paragraaf zou bovendien uit twee alinea's moeten bestaan, waarvan de tweede als volgt kan worden geredigeerd :

"Indien de rechtbank meent de procedure te moeten afsluiten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

IV. Wanneer de rechtbank optreedt op verzoek van de onderneming krachtens § 1 of wanneer zij ambtshalve optreedt krachtens § 3, wordt de Procureur des Konings gehoord over de vraag of de procedure voortgezet dan wel afgesloten dient te worden. Hetzelfde geldt in het geval van § 2 wanneer de rechtbank optreedt op een verzoek dat niet van de onderneming uitgaat en zij oordeelt dat er voldoende gegevens aanwezig zijn om de procedure eventueel voort te zetten.

De Procureur des Konings wordt echter niet om advies verzocht wanneer de rechtbank optreedt op een verzoek dat niet van de onderneming uitgaat en zij beslist dat er geen aanleiding is om de procedure voort te zetten.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom hier een verschillende procedure wordt toegepast.

.../...

Artikel 6.

Het eerste lid van dit artikel is overbodig; wat erin staat is vanzelfsprekend.

In het tweede lid leze men :

"wijst zij ... een rechter in de rechtbank aan alsook één of meer deskundigen gekozen uit de lijst bedoeld in artikel 7, die alleen of samen met de in artikel 12 omschreven opdracht worden belast".

Uit de samenlezing van het tweede en het derde lid kan niet worden opgemaakt of het in het derde lid bedoelde verslag moet worden opgesteld met het eenparig akkoord van de deskundigen of door de meerderheid van hen, dan wel of het hun eventueel uiteenlopende opvattingen moet vermelden. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12 van het ontwerp.

Artikel 9.

I. Dit artikel zou in drie paragrafen kunnen worden verdeeld :

- de eerste paragraaf zou bestaan uit het eerste lid (dat in drie alinea's zou worden onderverdeeld, één voor elke volzin) en het tweede lid;

.../...

- de tweede paragraaf zou het huidige derde lid omvatten;

- in de derde paragraaf zou het huidige vierde lid komen.

II. Het is de Raad van State niet duidelijk welke de betekenis is van de laatste volzin van het eerste lid, mede doordat de maatregelen inzake opschorting van de termijn en van de handelingen van tenuitvoerlegging betrekking hebben op de procedure die verloopt tussen de beslissing die het verzoekschrift ontvankelijk verklaart en het vonnis dat het plan goedkeurt.

III. De laatste volzin van het derde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Behoudens dezelfde machtiging kan zij ook geen borgen terugbetalen die vóór het vonnis ontstane schulden mochten betalen".

Artikel 11.

I. In dit artikel moet de verwijzing naar de §§ 1 en 3 worden geschrapt en moet alleen worden verwezen naar artikel 5.

II. De verwijzing naar artikel 9 moet in overeenstemming worden gebracht met de inkleding van dat artikel overeenkomstig het voorstel van de Raad van State.

.../...

III. De woorden "of van het betalingsuitstel" moeten worden geschrapt; een zodanig uitstel is maar denkbaar nadat het plan is goedgekeurd.

*

Het opschrift van hoofdstuk II zou als volgt moeten worden geredigeerd : "Opmaken van het plan".

*

Artikel 12.

De eerste volzin van het tweede lid is overbodig; wat erin staat is vanzelfsprekend.

Artikel 14.

Ter wille van de nauwkeurigheid en met inachtneming onder meer van artikel 35, eerste lid, stelt de Raad van State voor, het eerste lid van § 1 van dit artikel als volgt te redigeren :

"Het herstelplan bepaalt de periode waarover het gespreid is; die periode mag niet langer zijn dan drie jaar te rekenen van de bekendmaking van het vonnis dat het plan heeft goedgekeurd".

.../...

In het derde lid moet nader worden bepaald of de interesten blijven lopen tijdens de uitvoering van het plan.

§ 2. In verband met het derde lid hebben de gemachtigden van de Regering erop gewezen dat de woorden "de helft van de schuldeisers" moeten worden vervangen door "de meerderheid van de schuldeisers".

Aan het slot van hetzelfde lid moeten in de Franse tekst de woorden "lui est favorable" worden vervangen door "l'accepte".

Het vierde lid zou als volgt moeten beginnen :

"Indien de vermindering wordt afgewezen, wijzen de schuldeisers die in deze zin hebben gestemd ...".

Artikel 15.

Voorgesteld wordt in het tweede lid te lezen :

"Het Belgisch Staatsblad en ten minste twee ... maken bekend dat het plan is neergelegd ter griffie, waar ieder verzoeker, bedoeld in artikel 2, en iedere schuldeiser inzage ervan kan nemen ...".

.../...

Artikel 16.

Voorgesteld wordt het eerste lid als volgt te redigeren :

"Iedere persoon bedoeld in artikel 15 kan schriftelijke opmerkingen betreffende het plan ter griffie van de rechtbank neerleggen".

*

Het opschrift van hoofdstuk IV zou als volgt moeten worden geredigeerd : "Bijzondere bevoegdheden van de rechtbank tot aan de goedkeuring van het plan".

*

Artikel 18.

De Raad van State stelt voor het eerste lid de volgende tekst voor, waarmede de gemachtigden van de Regering hebben ingestemd :

"Buiten de bevoegdheden die haar in de vorige artikelen zijn verleend, doet de rechtbank, na het advies van de Procureur des Konings, zonder mogelijkheid van voorziening, uitspraak over ieder geschil dat mocht zijn gerezen in verband met de opdracht van de deskundige".

*

.../...

Het opschrift van hoofdstuk I (boven artikel 19) zou als volgt moeten worden geredigeerd : "Bevoegdheid van de rechtbank ten aanzien van het plan".

*

Artikel 19.

De Raad van State stelt voor het slot van het eerste lid van dit artikel de volgende tekst voor, waarmede de gemachtigden van de Regering hebben ingestemd :

"... rechtbank van koophandel, wordt de onderneming en worden, al naar het geval, de vertegenwoordigers van de schuldeisers die overeenkomstig artikel 14, § 2, zijn aangewezen, in raadkamer gehoord of behoorlijk opgeroepen en beslist de rechtbank ...".

Artikel 20.

In verband met dit artikel moge de Raad van State verwijzen naar de opmerking die hij heeft gemaakt met betrekking tot artikel 1. Deze opmerking geldt ook voor artikel 27.

Voor het tweede lid van dit artikel stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"De rechtbank die het plan afwijst ... verklaart het faillissement open of staat aan de onderneming een termijn toe om haar in de gelegenheid te stellen eventueel een gerechtelijk akkoord aan te vragen".

.../...

Artikel 21.

Voor de tweede volzin van dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Het wijst een commissaris voor beheer met bijstand aan, gekozen uit de overeenkomstig artikel 7 opgemaakte lijst, die tot taak heeft zijn medewerking te verlenen aan de uitvoering van het plan".

Artikel 23.

De Franse tekst van dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"Le commissaire à la gestion assistée contribue à l'exécution du plan; ...".

*

In het opschrift van hoofdstuk III en in de artikelen 27 en 40, Franse tekst, moeten de woorden "résolution" en "résiliation" worden vervangen door "abrogation".

*

.../...

Artikel 26.

De verwijzing in dit artikel naar artikel 19, § 1 en § 3, is niet juist; dat artikel is niet in paragrafen onderverdeeld.

Artikel 27.

Het eerste lid van dit artikel redigere men als volgt :

"Wanneer de onderneming het plan niet uitvoert of wanneer het ten gevolge van nieuwe feiten onmogelijk blijkt het plan ten einde te brengen, kan de rechtbank, op aanvraag van de in artikel 2 genoemde verzoekers, van iedere schuldeiser wiens schuldvordering is ontstaan vóór het in artikel 5 bedoelde vonnis, of ambtshalve de opheffing van dat plan uitspreken op verslag van de gedelegeerde rechter en van de commissaris of commissarissen, de Procureur des Konings gehoord".

In de Franse tekst van het derde lid moet worden gelezen : "les actes accomplis au cours ...".

Artikel 28.

In dit artikel vervange men het woord "zaakvoerders" door de term "leiders" die niet alleen de

.../...

zaakvoerders van de personenvennootschappen maar ook de beheerders van de kapitaalvennootschappen alsook de natuurlijke personen die hun eigen onderneming leiden, omvat.

Deze opmerking geldt ook voor de andere bepalingen van het ontwerp waarin de term "zaakvoerders" is gebruikt.

Artikel 29.

Voorgesteld wordt het eerste lid in twee volzinnen te splitsen als volgt :

"Wanneer de bevoegdheden ... en de vereisten van het plan. Hij is onderworpen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Het is niet denkbaar dat de commissaris, die door de rechtbank benoemd is, aansprakelijk kan zijn tegenover de vergadering.

Artikelen 30 tot 34.

De Regering dient te oordelen of er geen aanleiding is om de artikelen 30 tot 34 ook in het Gerechtelijk Wetboek op te nemen ter wille van de volledigheid van dat Wetboek.

.../...

Anderzijds is de Franse tekst van artikel 30 dubbelzinnig. Men redigere hem overeenkomstig de Nederlandse tekst als volgt :

"... d'amender le plan ainsi que les jugements prononcés sur base des articles ...".

Voor het eerste lid van artikel 34 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Cassatieberoep kan worden ingesteld tien dagen na de betekening van het arrest; het wordt ingesteld en de zaak wordt berecht in de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven in strafzaken".

Artikel 35.

In het eerste lid moet worden gelezen : "... in tegenwoordigheid van de vertegenwoordigers van de onderneming, die daartoe behoorlijk bij gerechtsbrief worden opgeroepen".

Artikel 38.

Voor het tweede lid wordt de volgende tekst voorgesteld, waarmede de gemachtigden van de Regering zich akkoord hebben verklaard :

.../...

"Zij komt ten laste van de onderneming; het voorrecht omschreven in artikel 19, 1°, van de wet van 16 december 1851 tot herziening van de rechtsregeling der hypotheken is daaraan verbonden".

Artikel 39.

Dit artikel bepaalt :

"De rechtbank van koophandel die op grond van artikel 3 bevoegd is, neemt kennis van de rechtsvorderingen en geschillen die rechtstreeks voortvloeien uit de maatregel van beheer met bijstand, toegepast volgens deze wet, en waarvan de gegevens voor een oplossing besloten liggen in het bijzonder recht betreffende het stelsel van het beheer met bijstand".

Het is de Raad van State niet duidelijk welke de draagwijdte van deze bepaling is vanaf de woorden "volgens deze wet".

Bedoelt de Regering het zo, dat deze bepaling aan de rechtbank van koophandel de verplichting wil opleggen de bijzondere bepalingen van de toekomstige wet toe te passen bij voorrang op de eventueel toepasselijke bepalingen van gemeen recht, dan is zij overbodig.

Bedoelt de Regering het niet zo, dan moet haar voornemen duidelijker kenbaar worden gemaakt.

.../...

Het woord "rechtsvorderingen" zou bovendien moeten vervallen.

Artikel 42.

Deze wijzigingsbepaling zou aan het slot van het ontwerp kunnen komen, als volgt :

"Artikel 25 ... 15° tot aanneming, afwijzing, wijziging of opheffing van een herstelplan, in een procedure van beheer met bijstand".

Artikel 43.

De uitdrukking "hypothecaire schuldvorderingen overnemen" is niet gebruikelijk. Zij zou door een andere wending moeten worden vervangen.

In de Franse tekst zouden de woorden "conditions posées ..." worden vervangen door "conditions prévues ...".

Artikel 44.

In het eerste lid moeten de woorden "te kwader trouw" worden vervangen door het woord "bedrieglijk".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J. SALMON, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SALMON, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.